

11 MARS 2009

X PRESS DE MADAGASCAR DU MERCREDI 11 MARS 2009

AFFAIRES NATIONALES

## Ravalomanana fait son mea culpa

Le chef de l'Etat a adopté un ton conciliant pour s'adresser à la Nation, une semaine après avoir opté pour la fermeté dans la gestion de la crise politique.

**L**E président Ravalomanana fait amende honorable.

Au moment où la crise politique s'aggrave, le chef de l'Etat s'adresse à la Nation et demande de la compréhension mais également de la clémence à la population et promet de rectifier le tir, dans la légalité.

« Au peuple malgache, humblement, je vais vous confier le fond de mon cœur. Je vous fais part que, s'il y a une erreur que j'ai commise, cela prouve que je suis humain », a déclaré hier le président Ravalomanana lors d'un discours officiel « au moment où le pays se trouve à la croisée des chemins ».

Le chef de l'Etat a accepté de se livrer au cours de son allocution. « Si vous avez des reproches à me faire, j'assumerai ma responsabilité », a-t-il souligné. Il assure en même temps sa



Le président de la République tient la tenue des Assises nationales.

« compréhension » concernant la « colère de certaines personnes ».

Le président Ravalomanana garantit ainsi sa disposition à corriger ces « erreurs ». « C'est une

leçon à retenir », a-t-il confié. « Je suis prêt à vous écouter et vous promets de prendre les mesures qui s'imposent pour trouver une solution à vos doléances », a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat souligne seulement la nécessité de respecter la voie constitutionnelle pour y arriver. « Comme nous appliquons la démocratie, il est important de respecter la Constitution. Celle-ci est sacrée et il faut la respecter », a-t-il rappelé.

### Forte pression militaire

« Le président Ravalomanana revient ainsi sur la nécessité de privilégier la voie de la négociation pour sortir de la crise actuelle. « Les assises nationales qui vont s'ouvrir jeudi et dureront trois jours sont importantes. Nous espérons que le rende-

vous va apporter une solution rapide à la crise actuelle », a-t-il escompté.

La main tendue du chef de l'Etat contraste avec la fermeté qu'il avait affichée il y a une semaine. Il avait promis de rétablir l'ordre, en usant de la force, au cours du dernier conseil des ministres. Mais la pression, de plus en plus forte des militaires qui soutiennent le mouvement de Andry Rajoelina, « président de la Haute autorité de la transition (HAT) », semble changer la donne.

Hier, huit chefs de corps ont rallié d'une manière officielle le camp des mutins au Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques (Capasat) à Soanierana. Ces derniers avancent à grands pas dans leur démarche. Après une première apparition en public lundi, ils ont évincé le vice-amiral Mamy Ranaivosoa, ministre de la Défense nationale, sans que personne n'ait réagi. Ils ont ensuite présenté le nouveau « chef de l'état-major général de l'armée (Cemgam) » en la personne du Colonel André Ndirianjaca.

Interrogé sur l'initiative du président Ravalomanana, le camp de Andry Rajoelina se montre discret. « Nous préférons ne rien dire pour l'instant. Laissons la population d'abord s'exprimer et on verra », a réagi l'un des proches collaborateurs du « président de la HAT ».

**Ilonaïna Alain**

### Le général Rasolomahandry lance un ultimatum

Le général Edmond Rasolomahandry, chef de l'état-major général de l'armée (Cemgam) monte au créneau. Il a fait une déclaration sommant les forces vives de la Nation à trouver une solution à la crise politique.

« Nous promettons de rester impartiaux. Nous exhortons les responsables politiques, les forces politiques, la société civile et les représentants de toutes les forces vives de la Nation à se réunir au plus vite afin de trouver une solution dans les 72 heures, afin de sortir le pays de la crise », a-t-il lancé hier à son bureau à Antohelo. Le général Edmond Rasolomahandry a promis d'intervenir en cas de non-respect du délai. « L'armée se prendra ses responsabilités pour faire marcher la machine administrative afin de protéger l'intérêt supérieur de la Nation et l'unité nationale », a-t-il indiqué.



11 MARS 2009

Midi Madagascar

## Le camp Rajoelina ne participera pas

Les partisans de la « Révolution orange » ont organisé une conférence de presse, hier, à la villa Elisabeth Ivandry. L'occasion pour le « Comité national de coordination », regroupant les membres du « Gouvernement » Roindefo, les leaders de partis au sein de la Plate-forme de l'opposition, certains membres de la Société civile et des parlementaires, d'an-

noncer que « le camp Rajoelina ne participera pas aux assises nationales de sortie de crise, organisées par la FFKM du 12 au 14 mars au restaurant Le Hintsy Ambohimambola ». Qu'après Harinaivo Rasamoelina, un des leaders de ce « Comité de coordination », « c'est le gouvernement de transition, que l'on devrait mettre en place dans l'immédiat, pour

organiser ces assises nationales », les ». Et d'ajouter que « le FFKM n'est pas en mesure d'organiser un dialogue élargi neutre et objectif ... En outre, le camp Rajoelina n'a pas donné son accord quant à la préparation de ce dialogue ». Une déclaration apparemment contraire aux propos de Mgr Odon Marie Razanakolona, qui a annoncé que « Marc Ravalomanana

et Andry Rajoelina se sont mis d'accord sur 9 points quant à l'organisation de ces assises nationales ». Continuant sur sa lancée, porte-parole du « Comité national de coordination » expliqué que « seule la démission du président Ravalomanana peut mettre fin à la crise politique actuelle ».

Davis

## Ralliement de 10 chefs de corps

Le CAPSAT. Effervescence, hier à Fiadanana, où les militaires retranchés au camp ont reçu le soutien de plusieurs colonels issus de différents postes de commandement.

Colonel Razafimanantsoa Samuel Jean du RTS; Colonel Randriambahoaka Simplicie du Régiment d'Artillerie Lourde (RAL); Colonel Rasolonjatovo du 1<sup>er</sup> Régiment du Génie; Colonel Razafindrahoto Lantoharizaka du 1<sup>er</sup> RM1; Lieutenant-colonel Rakotoarijaona Josoa du RECAM; Lieutenant-colonel Raharimanitrill Benjamin du Régiment d'Artillerie Antivérienne (R3A); Lieutenant-colonel Jean de Dieu du CAPSAT; Lieutenant-colonel Rakotonirina Théophile du Régiment d'Appui et de Soutien (RAS); Lieutenant-colonel Ramasitera du BATA C Imerintsiatosika; Lieutenant-colonel

Rakotoarijaona Sadera du 1<sup>er</sup> Régiment des Forces d'Intervention (1<sup>er</sup> RFI). Ordres. Ce sont les 10 chefs de corps basés à Antananarivo qui ont rejoint hier les militaires du CAPSAT. « Nous sommes solidaires de la déclaration qui a été faite lundi au CAPSAT », ont-ils fait savoir dans une déclaration commune

au CEMES Soanierana où la désignation du Colonel Ndrarijaona André comme CEMGAM a été accueillie par une salve ... d'applaudissements. *A partir de ce jour, nous, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats ne recevront plus des ordres que du Colonel Ndrarijaona André*, ont déclaré les « mutins ». **Directoire.** « Nous ne sommes pas des mutins », a précisé leur CEMGAM. « Nous



Le CAPSAT était en état d'alerte hier.

avons une dizaine de régiments avec nous », a fait remarquer le Colonel Ndrarijaona André. « Même les hommes de l'Etat-major ont rallié notre camp », a-t-il ajouté. Une manière de dire que le général Rasolomahandy est isolé. « On ne prévoit pas d'action de force contre lui. Les choses se feront en toute dignité », a assuré le CEMGAM bis dont la première mission sera « la

réorganisation totale de l'Armée ». En tout cas, les chefs de corps signataires de la déclaration ont tenu à dire que ce qu'ils sont en train de faire « n'est pas un coup d'Etat ». Tout comme ils sont fermement « contre la mise en place d'un directoire militaire ». Ils sont par contre, pour la collaboration avec la gendarmerie et la police nationale.

R. O

**Nouvelles 11 mars 2009**

**LES NOUVELLES**

**11 MARS 2009**

## **HEBERGEMENT DIPLOMATIQUE Rajoelina a quitté la résidence de France**

Le porte-parole adjoint au ministre des Affaires étrangères à Paris, Frédéric Desagneaux, a annoncé que Andry Rajoelina a quitté la résidence de France à Ivandry où il s'est abrité depuis vendredi dernier. La déclaration a été publiée par RTL Info et a paru hier sur le Net.

Une telle annonce a été faite en raison des rassemblements qui ont eu lieu, *"Y compris celui qui s'est déroulé devant l'ambassade de France"*. Il a rappelé, par la même occasion, que des dispositions ont été prises par la communauté internatio-

nale pour l'accueil de l'ancien maire d'Antananarivo et que *«la France Y a pris part. Il a été accueilli par nous. Toutefois, à l'heure actuelle, ce n'est plus le cas»*.

### **Démenti des Nations unies**

Néanmoins, s'il a été annoncé officiellement que Andry Rajoelina ne se réfugie plus à la résidence de France, le porte-parole adjoint s'est refusé à donner plus d'indications sur le lieu où se trouve l'ancien maire de la capitale et d'ajouter

qu'il est sous la protection des Nations unies, *«c'est à cette entité de le communiquer»*.

Cependant, en parlant de la protection du leader de la manifestation du 13 mai, les Nations unies, par l'intermédiaire du porte-parole du secrétaire général Ban Kin Moon, ont démenti la déclaration de Tiébilé Dramé, la veille, mentionnant que cette institution internationale a décidé de placer Andry Rajoelina sous sa protection dans une résidence diplomatique. Hier, ce porte-parole, Yves Sorokobi a précisé que les

Nations unies jouent le rôle d'intermédiaire dans cette protection et non de le placer sous leur protection..

Manohisoa

**Gal Rasolomahandry Edmond** ~

## **Ultimatum de 12 heures**

D'ultimatum en ultimatum L'Armée, par le biais de son Chef de l'Etat-Major Général, le Gal Rasolomahandry Edmond, a lancé hier un ultimatum de 72 heures à l'endroit des forces politiques et de la société civile à s'entendre sur une solution pour sortir de la crise. L'Armée prendra ses responsabilités si cette solution n'est pas trouvée dans ce délai de trois jours. Reste à savoir de quelle prise de responsabilités il s'agit. S'agira-t-il d'instaurer un Directoire Militaire? En tout cas, le gal Rasolomahandry Edmond a exprimé, hier, son souci de préserver l'unité de l'Armée et de défendre l'intérêt supérieur de la Nation et l'unité nationale. Par ailleurs, le chef de l'Etat Major Général de l'Armée, Rasolomahandry Edmond, a promis encore une fois la neutralité du « Foloalindahy ». Ce Cerngarn nommé par le président Marc Ravalomanana, a également condamné les tentatives de diviser l'Armée à cause des dissensions politiques.

**RA JAOFERA Eugène**



*Le Gal Rasolomahandry Edmond.*



## MARC RAVALOMANANA

## Un repentir actif pour apaiser ~

## les tensions

*Le président de la République, Marc Ravalomanana s'est adressé à la nation, hier. Un message qui intervient deux jours avant la tenue de la concertation élargie destinée à discuter de l'issue à la crise.*

« ... S'il Ya des erreurs que j'ai commises, c'est le propre de l'homme. Si vous pensez que j'ai fait des erreurs, j'en prends la responsabilité. Pour vous qui êtes en colère, je comprends votre colère. Je partage avec vous vos peines et douleurs. Je suis prêt à vous écouter et je vous promets que je prendrais les mesures nécessaires pour trouver les réponses à vos revendications ... » Ce sont là des extraits du message du président Marc Ravalomanana à la nation, alors qu'on prépare la concertation élargie.

La tenue de cette rencontre



requiert un climat de sérénité totale conformément aux recommandations des parties aux négociations d'Ambohimambola. En attendant, Marc Ravalomanana a donc choisi de prendre les devants en reconnaissant ses erreurs tout en renouvelant ses intentions d'être à l'écoute permanente des aspirations de la population. Un

repentir actif qui devrait contribuer au bon déroulement de cette concertation nationale élargie, mais qui devrait aussi apaiser les tensions.

## Respecter la Constitution

A cet égard, le chef de l'Etat a appelé à la cessation immédiate des mouvements de violence

et de contestation. Et ce, compte tenu de l'importance des pertes humaines et matérielles constatées, situation qui remet en cause la notoriété et le renom de la nation. Pour lui, il faut mettre un terme à ces mouvements car ils portent atteinte aux valeurs sacrées de la Constitution et aux institutions de la République. Des mouvements qui, par conséquent, affectent l'instauration de la démocratie et la construction d'une nation digne et forte.

Marc Ravalomanana a encore réitéré l'obligation pour tous de respecter la Constitution. Il a appelé la participation de tous à la prochaine concertation nationale, tout en réaffirmant son engagement au respect et à la défense de l'unité nationale, à la solidarité nationale et aux valeurs démocratiques.

A la fin de son message, le président a réitéré son appel pour que tous puissent travailler ensemble pour le développement du pays.

Miadana Andriamaro

## Ralliement de 10 chefs de corps

CAPSAT. Effervescence, hier à Fiadanana, où les militaires retranchés au camp ont reçu le soutien de plusieurs colonels issus de différents postes de commandement.

Colonel Razafimanantsoa Samuel Jean du RTS; Colonel Randriambahoaka Simplicie du Régiment d'Artillerie Lourde (RAL); Colonel Rasolonjatovo Ju 1<sup>er</sup> Régiment du Génie; Colonel Razafindrahoto Lantoharizaka du 1<sup>er</sup> RM1; Lieutenant-colonel Rakotoarijaona Josoa du RECAM; Lieutenant-colonel Raharimanantsoa Benjamin du Régiment d'Artillerie Antivérienne (R3A); Lieutenant-colonel Jean de Dieu du CAPSAT; Lieutenant-colonel Rakotonirina Théophile du Régiment d'Appui et de Soutien (RAS); Lieutenant-colonel Ramasitera du BATA C (Merintsiatosika); Lieutenant-colonel

Rakotoarijaona Sadera du 1<sup>er</sup> Régiment des Forces d'Intervention (1<sup>er</sup> RFI). Ordres. Ce sont les 10 chefs de corps basés à Antananarivo qui ont rejoint hier les militaires du CAPSAT. «

*Nous sommes solidaires de la déclaration qui a été faite lundi au CAPSAT* », ont-ils fait savoir dans une déclaration commune au CEMES Soanierana où la désignation du Colonel Ndriarijaona André comme CEMGAM a été accueillie par une salve ... d'applaudissements. *A partir de ce jour, nous, officiers, sous-officiers, caporaux et soldats ne recevront plus des ordres que du Colonel Ndriarijaona André* », ont déclaré les « mutins ».

**Directoire.** « *Nous ne sommes pas des mutins* », a précisé leur CEMGAM. « *Nous*



Le CAPSAT était en état d'alerte hier.

*avons une dizaine de régiments avec nous* », a fait remarquer le Colonel Ndriarijaona André. « *Même les hommes de l'Etat-major ont rallié notre camp* », a-t-il ajouté. Une manière de dire que le général Rasolomahandy est isolé. « *On ne prévoit pas d'action de force contre lui. Les choses se feront en toute dignité* », a assuré le CEMGAM bis dont la première mission sera « *la*

*réorganisation totale de l'Armée* ». En tout cas, les chefs de corps signataires de la déclaration ont tenu à dire que ce qu'ils sont en train de faire « *n'est pas un coup d'Etat* ». Tout comme ils sont fermement « *contre la mise en place d'un directoire militaire* ». Ils sont par contre, pour la collaboration avec la gendarmerie et la police nationale.

R. O

Ampahibe

Démission



« Je n'ai pas d'ennemis », a fait s'avoir le vice-Amiral.

Démission du Vice-Amiral Ranaivoniarivo

« Je vous adresse par la présente lettre, ma démission de mon poste de ministre de la Défense nationale. Veuillez recevoir mes plus hauts respectif ». C'est en ces termes laconiques que le ministre de la Défense nationale, le vice-Amiral Ranaivoniarivo Mamy a présenté sa démission au Président de la République, chef suprême

des forces armées. C'était hier à Ampahibe où avant de quitter les lieux, il s'est adressé « en tant que simple citoyen » aux militaires présents. Pour dire qu'il n'a pas d'ennemi dans cette patrie. « Si certains me considèrent comme leur ennemi, je me réfère au verset biblique qui recommande d'aimer ses ennemis et de

prier pour eux ». De source proche du pouvoir, le ministre de la Défense nationale aurait signé sa lettre de démission « sous la contrainte ». En tout cas, des sous-officiers l'ont obligé à descendre de sa voiture pour aller lire sa lettre - manuscrite - de démission dans le salon d'honneur.

R. O



**Nouvelles 11 mars 2009**

**LES NOUVELLES**

**11 MARS 2009**

## **HEBERGEMENT DIPLOMATIQUE Rajoelina a quitté la résidence de France**

Le porte-parole adjoint au ministre des Affaires étrangères à Paris, Frédéric Desagneaux, a annoncé que Andry Rajoelina a quitté la résidence de France à Ivandry où il s'est abrité depuis vendredi dernier. La déclaration a été publiée par RTL Info et a paru hier sur le Net.

Une telle annonce a été faite en raison des rassemblements qui ont eu lieu, *"Y compris celui -qui s'est déroulé devant l'ambassade de France"*. Il a rappelé, par la même occasion, que -des dispositions ont été prises par la communauté internatio-

nale pour l'accueil de l'ancien maire d'Antananarivo et que *«la France Y a pris part. Il a été accueilli par nous. Toutefois, à l'heure actuelle, ce n'est plus le cas»*.

### **Démenti des Nations unies**

Néanmoins, s'il a été annoncé officiellement que Andry Rajoelina ne se réfugie plus à la résidence de France, le porte-parole adjoint s'est refusé à donner plus d'indications sur le lieu où se trouve l'ancien maire de la capitale et d'ajouter

qu'il est sous la protection des Nations unies, *«c'est à cette entité de le communiquer»*.

Cependant, en parlant de la protection du leader de la manifestation du 13 mai, les Nations unies, par l'intermédiaire du porte-parole du secrétaire général Ban Kin Moon, ont démenti la déclaration de Tiébilé Dramé, la veille, mentionnant que cette institution internationale a décidé de placer Andry Rajoelina sous sa protection dans une résidence diplomatique. Hier, ce porte-parole, Yves Sorokobi a précisé que les

Nations unies jouent le rôle d'intermédiaire dans cette protection et non de le placer sous leur protection ..

Manohisoa

11 MARS 2009

Midi Madagascar

## Le camp Rajoelina ne participera pas

Les partisans de la « Révolution orange » ont organisé une conférence de presse, hier, à la villa Elisabeth Imandry. L'occasion pour le « Comité national de coordination », regroupant les membres du « Gouvernement » Roindefo, les leaders de partis au sein de la Plate-forme de l'opposition, certains membres de la Société civile et des parlementaires, d'an-

noncer que « le camp Rajoelina ne participera pas aux assises nationales de sortie de crise, organisées par la FFKM du 12 au 14 mars au restaurant Le Hintsy Ambohimambola ». Qu'après Harinaivo Rasamoelina, un des leaders de ce « Comité de coordination », « c'est le gouvernement de transition, que l'on devrait mettre en place dans l'immédiat, pour

organiser ces assises nationales », les ». Et d'ajouter que « le FFKM n'est pas en mesure d'organiser un dialogue élargi neutre et objectif ... En outre, le camp Rajoelina n'a pas donné son accord quant à la préparation de ce dialogue ». Une déclaration apparemment contraire aux propos de Mgr Odon Marie Razanakolona, qui a annoncé que « Marc Ravalomanana

et Andry Rajoelina se sont mis d'accord sur 9 points quant à l'organisation de ces assises nationales ». Continuant sur sa lancée, porte-parole du « Comité national de coordination » expliqué que « seule la démission du président Ravalomanana peut mettre fin à la crise politique actuelle ».

Davis

# Radio France Internationale

Report des assises nationales

Article publié le 11/03/2009 Dernière mise à jour le 12/03/2009 à 08:20 TU



Le président de Madagascar Marc Ravalomanana à la télévision nationale, le 10 mars 2009.  
( Photo : AFP )

Les négociations pour une sortie de crise ont été reportées. Ces assises nationales qui devaient se dérouler à partir de ce jeudi, devaient permettre de trouver une issue à l'instabilité qui perdure depuis près de trois mois dans le pays. Le camp du maire destitué de la capitale, Andry Rajoelina, avait fait savoir qu'il ne participerait pas à ces réunions. Le président Marc Ravalomanana avait déclaré mardi, que ce rendez-vous serait un « événement majeur » pour le pays. L'ensemble de l'armée paraît avoir basculé. Une partie de la gendarmerie aurait par ailleurs décidé de se joindre aux militaires dans leur mouvement de protestation. Un nouveau chef d'état-major, André Andriarijaona, nommé par les militaires mutins, a pris ses fonctions ce mercredi.

Les assises nationales de sortie de crise, soutenues par la médiation de l'Onu et par l'influent Conseil chrétien des églises malgaches (FFKM), qui devaient se dérouler à Antananarivo de jeudi à samedi prochain, ont été reportées *sine die*. Selon Mgr Odon Razanakolona président du FFKM, la réunion prévue pour jeudi 12 mars, a été reportée « à plus tard ». Il a souligné que « malheureusement, face à la situation actuelle, les conditions d'une tenue paisible pour la réunion ne sont pas réunies ». Pourtant, le président Marc Ravalomanana voulait y croire, même si l'opposition traditionnelle et surtout les proches du maire déchu de la capitale, Andry Rajoelina, actuellement sous la protection de l'Onu, se sont vivement déclarés contre la tenue de cette série de réunions. André Ressaumpa, conseiller politique de l'ancien maire, s'est montré particulièrement ferme à ce sujet.

En revanche, le parti présidentiel TIM a affirmé que ces assises étaient la seule solution à l'actuelle crise malgache. Selon Ivoasina Razafimahefa, secrétaire général de cette formation, le pays risque de connaître une catastrophe « très grave » si le dialogue n'est pas établi.

La France a appelé mercredi, « toutes les parties à éviter toute provocation », invitant « tous les protagonistes à se réunir et à rechercher ensemble par le dialogue une solution pacifique et durable à la crise », dans « le respect de la légalité et de l'ordre constitutionnel ». Le secrétaire général de la francophonie Abdou Diouf, ancien président du Sénégal, a nommé l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo envoyé spécial à Madagascar, pour « contribuer à une sortie durable de la crise ». Ce dernier est attendu jeudi à Antananarivo.

Un autre versant de la crise malgache : la mutinerie des militaires qui ont décidé, mardi, de démettre le chef d'état-major Edmond Rasolofomahady. Ce dernier avait lancé un ultimatum de 72 heures aux « décideurs politiques » pour trouver une issue à la crise, faute de quoi les forces armées feraient « fonctionner les affaires nationales ». Son successeur, André Andriarijaona, a pris ses fonctions mercredi matin. Normalement c'est au président de la République de nommer le chef de l'état-major, ce qui pose la question du contrôle réel de l'armée nationale par Marc Ravalomanana.

Et après l'armée, c'est une partie des officiers et des sous-officiers de gendarmerie qui ont basculé hier du côté des soldats mutins depuis dimanche dernier. Hier à Fort Duchesne, l'un des camps de gendarmerie les plus importants d'Antananarivo, les gendarmes ont dénoncé « l'illégalité des opérations de maintien de l'ordre » qui ont conduit à tuer des manifestants durant la crise de ces dernières semaines.

Source : [http://www.rfi.fr/actufr/articles/111/article\\_79152.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/111/article_79152.asp)

12 MARS 2009

### **Prologue au dialogue**

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja

Exceptionnellement, et parce que les circonstances l'exigent, j'aurais voulu que le co-auteur de ce texte le signe avec moi. Mais, cet ancien ministre de la Culture requiert l'anonymat. Le pays traverse la plus grave crise de son histoire : toutes les valeurs sont bafouées ; aucun des principes, qu'on nous avait inculqués, n'est respecté. C'est la conséquence d'une personnalisation excessive du pouvoir et de son opposition. Nous devons sans doute redécouvrir une approche collective. Travailler sur soi, travailler avec les autres, œuvrer pour les autres. Et dans l'intérêt supérieur du «Tanindrazana»

Le dialogue était la solution naturelle pour sortir de cette crise politique. Il est symptomatique que les protagonistes ne s'y résolvent qu'à l'invitation de conciliateurs ou de médiateurs mandatés par la communauté internationale. Il est regrettable qu'il ait fallu tant de dégâts, de blessures physiques et morales, de morts. La confiance, à la base même du Fihavanana malagasy, fait donc désormais cruciallement défaut au «contrat social» malgache. Cinquante ans de république malgache, cinquante années d'un échec que personne ne veut assumer, rejetant constamment les torts sur les autres ou s'inventant des boucs émissaires.

Ce sont cependant l'ensemble des acteurs des cinquante dernières années qui doivent se mettre ensemble pour l'inventaire collectif d'un passif inévitablement solidaire. Il ne s'agit plus d'exclure, mais de rassembler. Il ne s'agit plus de se défausser, mais d'assumer. Il s'agit moins de revendiquer la gloire et de nier l'opprobre que d'additionner les acquis

PSD, Arema, Hery Velona, TIM : tous ont exercé le pouvoir, aucun ne doit s'exonérer de ce qui est advenu à Madagascar depuis 1959. Aucun non plus, cependant, ne doit être exclu du tour de table, une thérapie de groupe pour conjurer les inimitiés, un dialogue indispensable pour la nécessaire refondation

Le critère du suffrage universel désigne naturellement les trois présidents de la République encore en vie.

Le critère de l'expérience commande de ne pas se priver des compétences des Premiers ministres des périodes transitoires. Le critère de l'organisation ouvre sur les partis et associations politiques qui ont participé à l'une quelconque des élections - nationales, législatives, sénatoriales, provinciales, communales – organisées depuis 50 ans. Le critère du «fiaraha-monina» associe naturellement l'ensemble des acteurs et des structures qui régulent en profondeur le «vivre ensemble malgache» : les autorités traditionnelles comme courroie de transmission entre le «Fanjakana» et le «Fihavanana» ; les autorités religieuses comme médiateurs permanents des temps de crise ; le secteur économique pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses ; les universitaires et l'intelligentsia, filtres en amont de notre participation à la mondialisation ; les médias et la communication rouages incontournables du rapport à l'opinion publique

Personne n'est coupable puisque nous sommes tous victimes. Tous, nous sommes coresponsables de ce demi-siècle d'histoire qu'il nous faut considérer sans complaisance, mais avec lucidité. Ensemble, saisissons l'opportunité de mettre Madagascar dans le sens de l'Histoire pour les 50 prochaines années.

**Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25025>**



JEUDI 12 MARS 2009

La présence de mercenaires étrangers sur le sol malgache n'est plus de fausses nouvelles véhiculées par la presse locale. Ils étaient sur la Place du 13 mai mercredi 4 mars dernier, donnant des ordres aux officiers malgaches.

De sources concordantes ont signalé que ces « *barbouzes* » sont originaires d'Afrique du Sud et bénéficient d'un appui financier de la Sadc (Southern African Development Community). On ignore pour l'instant le nombre exact des mercenaires qui ont déjà débarqué sur le territoire national, mais tout laisse à penser qu'ils seront près d'une trentaine. Au cours de son intervention sur une chaîne privée, le Premier ministre de la transition Monja Roindefo a fustigé une société privée spécialisée dans le gardiennage et de sécurité, basée en Afrique du Sud et ayant un représentant dans la Grande Ile, comme étant responsable. Depuis hier, les « *Andrimasom-pokonolona* » ont déjà repéré où sont descendus ces mercenaires : dans un grand hôtel de la Capitale. Par ailleurs, bon nombre des éléments des forces armées, officiers ou sous-officiers, n'ont pas tellement apprécié l'arrivée de ces spécialistes en répression des manifestations des « *Blacks* » au pays de Mandela. Contrairement à la stratégie de maintien de l'ordre appliquée par l'Emmo/Nat, on s'attend à des répressions musclées et à des morts.

## Double langage de la Sadc

Suite à la réunion du Conseil des ministres de la Sadc présidée par le ministre des Affaires étrangères de l'Afrique du Sud et non moins président de ce conseil, Nkosazana Dlamini-Zuma, à Cape Town le 27 février dernier, cette organisation régionale « *n'envisage pas la destitution illégale du Gouvernement légitime au pouvoir et s'engage à fournir l'assistance nécessaire à Madagascar en matière de formation pour les forces de sécurité et d'équipements anti-émeutes* ». Une manière de dire que la Sadc va soutenir le régime en place par l'envoi des armes et des hommes.

Or, de l'autre côté, la Sadc encourage le processus de dialogue en cours à Madagascar et recommande avec insistance que toutes les parties prenantes aux négociations maintiennent leur engagement au processus jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit trouvée, et s'abstiennent de recourir à la violence pour résoudre leurs différends. A cet effet, elle regrette les pertes en vies humaines, les blessures, ainsi que les dégâts matériels. Plus d'un s'interrogent sur ce double langage de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Une leçon à tirer pour les prochains dirigeants de ce pays. Il n'est pas étonnant si un jour, Madagascar décide de se retirer de cette organisation régionale qui ne présente aucun avantage pour son peuple. Faut-il rappeler que les Seychelles qui ont rejoint la Sadc en septembre 1997, ont claqué la porte en juillet 2004 pour de multiples raisons.

## Des étrangers pour le compte de la présidence

D'après une note de renseignements remis aux journalistes hier, plusieurs ressortissants étrangers sont arrivés à Antananarivo, depuis quelques jours, pour le compte de la Présidence de la

République. En provenance de Paris (vol AF 908) et de Johannesburg (vol SA 8252) Gerhard De Knerk, Skog Charles Barena, Wener Elasmus, tous de nationalité sud-africaine et Ozdemir Omer, de nationalité hollandaise, sont à Madagascar depuis le 26 février dernier.

Le lundi 2 mars dernier, quatre autres ressortissants étrangers ont débarqué à l'aéroport d'Ivato, encore, pour le compte de la Présidence. Il s'agit de Victor Nassar, Joseph Akila, Yehuda Shlomo Solomon, de nationalité israélienne et Beresforo Carter Mathew, d'origine sud-africaine. Le lendemain, selon toujours notre source, une autre délégation sud-africaine composée de trois personnes, et conduite par Moja Mmatlou Marcus a débarqué à Ivato, et ceci, toujours, pour le compte de la Présidence de la République.

Officiellement, ces invités de marque d'Iavoloha sont des hommes d'affaires mais qui n'ont qu'un visa non transformable, délivré par la police de l'air et des frontières pour une durée de 30 jours. Toutefois, leur retour est prévu le dimanche le 8 mars dernier. Mais, après vérification des noms des passagers à destination de Johannesburg, ils n'ont pas quitté la Grande Ile. L'arrivée massive de ces « hommes d'affaires » pour le compte de la Présidence de la République a suscité beaucoup de commentaires, surtout au moment où les rumeurs sur la présence des mercenaires étrangers vont bon train.

#### Haute trahison

La répression sanglante des manifestants se poursuit avec le concours des mercenaires blancs. Les barbouzes ont choisi la discrétion, ils étaient au quartier général de l'Emmo/Reg, sis à la circonscription régionale de la gendarmerie à Ankadilàna. C'est de là que les mercenaires avaient coordonné toutes les interventions des éléments de l'Emmo/Reg, par téléphone. En fait, depuis leur arrivée, ce sont ces « Vazaha » qui dirigent les opérations dans la Capitale à la grande désolation des officiers supérieurs des forces armées malgaches. Du jamais vu dans les annales de l'histoire de la Grande Ile. En fait, une telle situation a été à l'origine de la frustration des forces armées malgaches. Sur le plan juridique, certains hommes de loi ont avancé que l'utilisation de mercenaires est d'une haute trahison de la part du Chef de l'Etat, selon la loi en vigueur. D'autres s'interrogent si ces mercenaires sont payés par l'argent des contribuables malgaches ou par d'autres source de financement.

#### Source :

**[http://www.laverite.mg/index.php?option=com\\_content&view=article&id=4470:mercenaires-blancs-a-madagascar&catid=34:actualites-madagascar&Itemid=53](http://www.laverite.mg/index.php?option=com_content&view=article&id=4470:mercenaires-blancs-a-madagascar&catid=34:actualites-madagascar&Itemid=53)**

VENDREDI 6 AU 12 MARS 2009

# Enquête LES « TOURISTES » DU 13-MAI

MERCREDI, SIX "VAZAHA" FONT LE TOUR DES POSTES MILITAIRES LORS DES OPÉRATIONS DE NEUTRALISATION DE LA PLACE DU 13-MAI. CES "TOURISTES", SELON UN OFFICIER SUPÉRIEUR, REMETTENT SUR LE TAPIS LA QUESTION DES MERCENAIRES. ENQUÊTE.

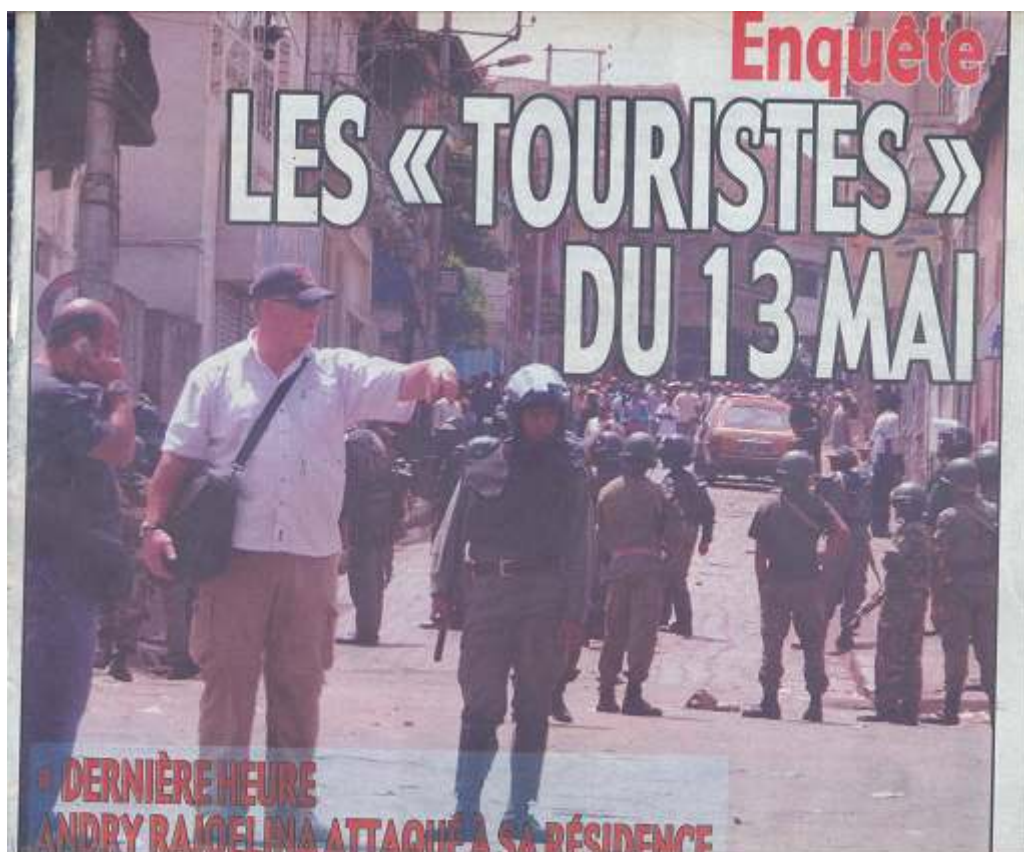
« C'EST des Sud'Af », souffle un officier. Le mot a été lâché. Un officier supérieur explique avec mauvaise humeur, que les six "vazaha" (Blancs. NDLR) qui déambulaient, comme

en pays conquis entre les postes militaires, aux alentours de la Place du Treize-Mai, sont des "touristes". Depuis le début de l'affaire Andry Rajoelina, "Sud-Af" rime avec "mercenaires", un terme qui hante les esprits depuis la première action menée en nocturne à Ambohimitsimbina contre

l'émetteur de la station Viva. "Mercenaires" ou agents de sécurité haut de gamme, l'Afrique du Sud en est une grande pourvoyeuse pour des grandes sociétés internationales ou des gouvernements. Le journal La Gazette de la Grande île parle dans son édition du jeudi 4 mars, de la

**L'HEBDO**  
de madagascar

VENREDI 6 AU JEUDI 12 MARS 2009





VENDREDI 6 AU JEUDI 12 MARS 2009

Pris sur le vif. Qui sont-ils ?  
Depuis, la tuerie  
d'Ambohitsorohitra, le 7 février,  
la présence de "mercenaires" ali-  
mente les conversations. Vers  
17h45, un photographe amateur  
a pu photographier un groupe de  
militaires qui peuvent accrediter  
l'idée de la présence de "merce-  
naires" sur le sol malgache. Les  
dichés ont été décortiqués par  
des spécialistes. "Certains de c  
es hommes ne sont pas  
Malgaches". Ils remarquent en  
particulier, la démarche noncha-  
lante d'un "coureur de brousse"  
et, surtout, son chapeau (1).  
Le chapeau de brousse est connu  
comme un attribut militaire typi-  
quement sud-africain depuis  
les manœuvres interarmées  
de Morondava, il y a quelque  
dix ans. Il a été adopté par  
les réservistes du camp  
Ravalomanana en 2001-2002.  
Ils notent les sacs à couleurs  
de "riches vacanciers", 2)  
et les tennis (3) qui "coûtent les  
yeux de la tête à Joburg". Il y  
a aussi la disparité des treillis et  
des coiffures. Plus que des  
armes qui "semblent ne pas faire  
partie de l'arsenal réglementai-  
re", le civil armé (4) a fait  
scrutale

13 MARS 2009

*Evénement*

Midi madagasikara 13 mars 2009

# Les avis se rejoignent sur la tenue des assises nationales !

## Sortie de crise.

Le gouvernement actuel réitère son engagement à poursuivre les efforts afin de rétablir la situation sans délai.

« Pour l'intérêt commun du pays et pour le patriotisme », c'est en ces termes que le Président de la République, Marc Ravalomanana, a exprimé sa volonté sur la tenue prochaine des assises nationales pour sortir de cette crise, lors du Conseil des Ministres qui a eu lieu hier au palais d'Iavoloha. Ce sera organisé en partenariat avec le FFKM, les Nations Unies et les membres de la Communauté Internationale. (Le Département d'Etat américain a déjà manifesté son sou-

tiens. Entièrement disponible à écouter toutes les tendances, il lance un appel à toutes les forces vives de la nation à y participer. Les avis se rejoignent sur la nécessité de la tenue de ces assises nationales – même si les processus et les démarches sont différents car – personne ne veut plus revivre sur cette situation de crise dans l'avenir. Témoignages.

Le type de démocratie à prôner. Pour M. Samy, un fonctionnaire, les deux protagonistes ont intérêt à négocier médias, les balises pour les afin de respecter la voie légale partis politiques ainsi que la sinon les relations de Mada- formation d'un gouvernement gascar avec les bailleurs de d'ouverture. Quant à Mme fonds seront coupées alors Harivelo, une experte en relaque le pays dépend beaucoup tion\$ internationales, elle indes aides extérieures. Mais siste également sur la résoludans le cadre de ces assises, il – faut que les participants déterminent bien le type de démocratie à prôner, la liberté des



. A part la tenue de ces assises nationales, le Chef de J'Etat souhaite l'unité des forces armées afin de rétablir la sécurité.

tion du problème fondamental. qui est la vraie démocratie. Le choix des participants doit être en même temps bien représentatif, incluant non seulement les deux protagonistes, mais aussi le secteur privé,

tous les centres de réflexion, la société civile, les corps professionnels, les forces armées, les différents partis politiques et bien d'autres.

## Les valeurs nationales à ne pas bannir.

En outre, il ne faut pas bannir les valeurs nationales comme le respect des « Ray aman-dreny sy zoky », a soulevé Clovis, un bijoutier. Si c'est encore possible, c'est mieux d'organiser ces assises nationales en vue de trouver un consensus. « Les impacts de la crise de 2002 sont encore trop récents et nous ne voulons plus souffrir », témoigne-t-il. Pour Tahiana, un opérateur économique, l'organisation des assises nationales nécessite au moins un mois.

ne faut pas se précipiter car il s'agit d'une réconciliation. Toutes les entités, y compris les opérateurs et les résidents étrangers, ainsi que les personnes concernées lors de la crise de 2002 doivent y participer, d'après ses dires. Quant à Anjara, un chauffeur, la tenue des assises nationales est toujours nécessaire même s'il n'y a pas de crise, en vue de réunir toutes les idées des différentes entités. M. Robert, un consultant national, réclame même l'organisation des assises régionales avant les assises nationales pour recueillir les propositions d. Tout ce à demande beaucoup de temps alors que la situation actuelle évolue rapidement.

Navalona R.

## **Dieny mbola fotoana**

### **Hoy Nasolo-Valiavo Andriamihaja**

Dieny mbola fotoana izao. Ny veloma, soava, tsarà, hono, tsy mahavelom-bady aman-janaka, saingy ny fizirizirina mihoatra ny loha mahavery fananana, mahalositra tena. Misy ny resaka ifanaovana ombieny ombieny : satria ve lavo dia tsindriana ? Tsia, tsia, tsia, tsia, tsia, tsia : impito mandifotra ny lela hoy ny fitenenana. Raha nisy izay sahy nilaza hoe «taiza lehiroa ka tsy foy», raha tsy voalohany dia faharoa ny Mamalan-kira.

Nifanao ialahy mantsy Andrianampoinimerina sy Hagamainty ary Andriantsilavo, samy Hovalahy Tsimiamboholahy, mpanolo-tsaina ny Andriana. «Aoka leitsy izay Radidy», hoy aho fito taona lasa izay, noho ny maha samy mpianatry ny Mompera Jezoita anay. Ankehitriny indray, anefa tsy voninahitra velively izany, miantso indray an-dRavalomanana aho : «Aoka leitsy izay Ravalalo». Tsy ialahy manimbazimba, fa ialahy feno fanajana, tsy ialahy mankahala fa ialahin'ny mpiray tam-po. Mpanolon-tsain-dRangahy io aho fahiny, folo taona lasa sahadany izao.

25 jiona 2001, mbola Ben'ny Tanan'Antananarivo izy, dia isan'ireo nantsoina hanatrika ny fankalazana fanaon'ny Tanan'Antananarivo aho. Tonga nanohina ny antso ihany koa ny masoivoho maro teto Antananarivo. Natolotr'i Marc Ravalomanana tamin'ireo olona ireo aho hoe «It's my friend». Efa masaka tao an-tsainy tokoa angamba ny hilatsaka ho Filohan'ny Repoblika. Ny maha mpanolo-tsaina tsy mba mpisoronteny moa no niantsoana tany ka dia tsotra no teny : «Tsy mbola nanolo-bato mafana anao aho, fa tsy ho avelany (Ratsiraka io) moramora ka sao miandry kely aloha». Hita sy niainana ireny moa ny zava-nitranga sy ny atambo nahazo ny firenena tamin'ny 2002.

Hatramin'izay dia tsy nifandraharaha firy intsony izahay na dia tsy nanohitra azy, tahaka ny sasany, aza aho. Rehefa lehibe mantsy ny ankizy moa tsy mijery fotsiny sisa ny Raiamandreny. Na izany na tsy izany, «taiza lehiroa ka tsy foy», hoy Hagamainty sy Andriantsilavo razambeko, roanjato taona mahery lasa izay. Nabitsika hatrany ny tsilian-tsofina teny ho eny, ny amin'izay tanteraka ary ny amin'izay mbola tsy vita. Nampitaina tsy tapaka ny soso-kevitra amin'izay tsy mety mihitsy sy izay madilana mbola azo tetenina. Tsy nitsahatra nialanenina, eny hatramin'ilay lahatsoratra tamin'ny sabotsy, nilazana hoe «Redevenez PDG, Monsieur le PRM !» (L'Express de Madagascar, 7 martsa 2009).

Raha izao Ravalomanana no manaja tena, dia ho hajan'ny Fanjakana aloha. Mba tsy tantiko loatra ny nanaovan'ireto “manamboninahitra lefitra” ny ministra sady amiraly. Soa fa mba nahazo ny haja miaramila ny jeneraly CEMGAM na dia voatery niala aza. Tsy ho tany raha ny Filohan'ny Repoblika, izay sady filohan'ny Foloaliandahy, no ho vingavingaina tahaka ireny kosa. Tsy ho henatra ho azy iharany, fa henatra ho an'ny firenena manontolo. Voninahitra no maha Filoha, andraikitra kosa no mampita lova tsara. Mahery ny tso-drano nataon'Andrianjafy sy Andrianampoinimerina, izay nifanandrina, tamin'ny Hagamainty sy Andriantsilavo, ho an'ny taranak'izy ireo, nandova Fanjakana.

**Source :** <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25043>



**13 MARS 2009**

Un coup d'Etat est en marche

L'Afrique renoue avec les coups d'Etat qui prennent de plus en plus des formes particulières. Après le coup d'Etat en Mauritanie soutenu par la majorité parlementaire et l'opposition puis le coup d'Etat atypique de Guinée mené par un capitaine contre un général-président décédé, ensuite le putsch beaucoup plus atypique de Guinée bissau où le président constitutionnel a été tué sans qu'il ne soit déterminé par qui, Madagascar est en train de vivre le 13 mars 2009 un autre coup d'Etat sur fond de graves tensions politiques.

L'armée malgache ayant rejoint l'opposition. La communauté internationale a du pain sur la planche.

Le camp de l'opposition à Madagascar s'est dit vendredi 13 mars proche de la victoire en clamant que le gouvernement "devait être renversé", tandis que le régime a appelé ses partisans à défendre le palais présidentiel dans une atmosphère de plus en plus tendue. "Maintenant, les militaires sont avec nous. (Le président Marc) Ravalomanana est en train de faire ses valises et (ses) ministres aussi", a lancé Augustin Andriamananoro, "ministre" des Postes et Communications nommé par l'opposition, devant 2.000 partisans réunis sur la place du 13-Mai à Antananarivo. Le "ministre" faisait référence à la défiance affichée de l'armée vis à vis du chef de l'Etat. Jeudi, la gendarmerie et la police nationales ont emboîté le pas à l'armée, avec comme objectif proclamé la préservation de l'unité des forces de sécurité. "Le gouvernement doit être renversé", a martelé M. Andriamananoro, qui disait s'exprimer au nom du leader de l'opposition Andry Rajoelina et de son "Premier ministre" Roindifo Zafitsimalo Monja.

Environ 200 personnes se sont rassemblées de leur côté devant le stade municipal de Mahamasina vendredi après l'appel d'une radio proche du pouvoir (Radio Mada) exhortant les "partisans de la légalité à se retrouver à Mahamasina et à surveiller les sites stratégiques comme les ministères". Radio Mada a également appelé la population "à se déplacer vers (le palais d'Etat) de Iavoloha pour protéger le palais avec la garde présidentielle".

Environ 500 partisans du président, certains très en colère, s'étaient eux rassemblés à l'entrée de l'enceinte du palais, à environ 12 kilomètres du centre-ville, a constaté l'AFP. De son côté, M. Ravalomanana a affirmé que "des éléments qui se sont mis en dehors de la hiérarchie légale, chercheraient à lui ôter la vie" et appelant une nouvelle fois "les forces de l'ordre et les forces armées à rester unies tout en accomplissant leur devoir dans la neutralité", selon un communiqué de la présidence. M. Ravalomanana a rencontré au palais d'Iavoloha les dirigeants du très influent Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM), selon ce communiqué. Ces derniers ont indiqué entamer des consultations auprès de "toutes les entités concernées, y compris les institutions et toutes



les parties impliquées ou non dans la crise" en vue d'"assises nationales élargies" pour une sortie de crise.

"Nous réitérons les préalables qu'il faudrait respecter tels l'arrêt de toute forme de terrorisme, de provocation, toute prise de ministères, et toute forme d'arrestation", a expliqué l'archevêque d'Antananarivo, Mgr Odon Razanakolona. Des assises nationales, censées débiter jeudi, ont été reportées sine die à cause du refus du mouvement de M. Rajoelina d'y participer ainsi que d'incertitudes concernant l'armée. Madagascar est plongé dans une grave crise politique provoquée par le conflit ouvert entre le président Ravalomanana, de plus en plus isolé, et M. Rajoelina, qui vit caché depuis plusieurs jours de peur d'arrestation. Plus d'une centaine de personnes ont été tuées dans ce conflit depuis le début de la crise le 26 janvier. L'organisation Reporters sans frontières (RSF) a déploré vendredi "une prise en otages des médias et un climat défavorable à la liberté de la presse" depuis le début de la crise. RSF exprime son "inquiétude après la suspension de parution de cinq journaux et les agressions et menaces dont plusieurs journalistes ont été victimes au cours de ces dernières semaines".

**Source : [www.journaltahalil.com](http://www.journaltahalil.com)**

## Cécile Dominique Manorohanta



# Une héroïne ..

**S**e émouvante; hier au Leader Price à Ankorondrano. Cécile Dominique Manorohanta, la désormais ancienne ministre de la Défense nationale, et qui a posé sa démission le 9 février à la suite de la tuerie devant le palais d'Ambohitsorohitra. Et les témoignages de sympathie ont afflué

de partout, les sourires, les poignées de main. Mme Manorohanta a ainsi . accédé à une quasi stature de star, grâce à sa décision courageuse saluée jusqu'au delà de nos frontières.

En effet~ cette femme, bien plus courageuse que la plupart de ses pairs du gouvernement~ a forcé l'admiration 'de tous. Ainsi, la popula-

tion de la capitale, et probablement celle de toute l'île, sait gré à cette grande dame d'avoir honoré la classe politique. Elle n'a~ra probablement jamais ne!) àrain4re, 'où qu'elle aine. Ce qui ne scra malheureusement pas le cas de ses autres collègues du gouvernement. ..

S.R.

, DOMICILE DE L'ARCHEVÊQUE

# Un cocktail Molotov à Andohalo

Terreur à la résidence des religieux d'Andohalo. Un cocktail Molotov a explosé à la fenêtre de l'archevêque Mgr Odon Marie Arsène Razanakolona.

**S**TUPEUR à Andohalo. Des cocktails Molotov ont été lancés à

la résidence de l'archevêque Mgr Odon Arsène Razanakolona dans l'enceinte de la cathédrale d'Andohalo mercredi vers 20h30. Les boules de feu ont été envoyées depuis une rue qui surplombe la chambre de l'actuel président de la FFKM. L'un des engins a explosé juste à sa fenêtre. ~

Le choc contre la grille de protection a provoqué un embrasement. "J'ai entendu une déflagration derrière le domicile de l'archevêque; il

des flammes montaient ensuite» rapporte un gardien de

te» rapporte un gardien de nuit. Il affirme avoir aperçu Un vent de panique a soufflé très vite circonscrit. Par trois hommes qui s'enfuyaient fié dans les environs. Réveillés ailleurs, une autre bouteille en empruntant différentes par la déflagration, des reliques a été retrouvée non loin de directions lorsqu'il était sorti gieux se sont levés et se là. Vers 21 heures, des militaires sont mis à éteindre le feu. taires du Capsat et du Premier

S h "II  
OUS aule S Uryel anet

nant des forces de l'ordre, chés sur place. L'un des malfaiteurs s'est échappé vers Ambatobevanja si le deuxième compère a pris un autre chemin. D'après les informations recueillies sur place, celui qui a lancé l'explosif, habitué des lieux connaissait exactement la pièce où se trouvait sa proie.



L'entrée du domicile de l'archevêque à Andohalo.

te» rapporte un gardien de nuit. Il affirme avoir aperçu Un vent de panique a soufflé très vite circonscrit. Par trois hommes qui s'enfuyaient fié dans les environs. Réveillés ailleurs, une autre bouteille en empruntant différentes par la déflagration, des reliques a été retrouvée non loin de directions lorsqu'il était sorti gieux se sont levés et se là. Vers 21 heures, des militaires sont mis à éteindre le feu. taires du Capsat et du Premier

S h "II  
OUS aule S Uryel anet

nant des forces de l'ordre, chés sur place. L'un des malfaiteurs s'est échappé vers Ambatobevanja si le deuxième compère a pris un autre chemin. D'après les informations recueillies sur place, celui qui a lancé l'explosif, habitué des lieux connaissait exactement la pièce où se trouvait sa proie.

Des riverains leur sont venus Régiment militaire (RM1) en aide. De source émanant d'Analakely se sont dépêchés sur place.

la composition contenue Les premiers arrivés ont dans une bouteille d'alcool sécurisé le périmètre. Ils ont a explosé. également fait un constat.

Elle allait faire d'importance. L'enceinte de la cathédrale tant dégâts mais fort heureusement, les cibles de surveillance. Dans la jour-l'attaque ont très vite réagi. née d'hier, des éléments du L'incendie qui a éclaté a été RM1 étaient encore postés

dans les environs. L'Etat-Major Général de l'armée indique que des informations qui lui étaient parvenues rapportent que les vandales allaient mettre le feu à la cathédrale catholique d'Andohalo. Finalement, les agitateurs ont dirigé leur attaque contre l'archevêque. Les victimes ont alerté les forces de l'ordre tout de suite après l'agression.

Seth  
Andriamarohasina

SAMEDI 14 MARS 2009

Coup d'Etat

## Marc Ravalomanana craint pour sa vie

par Rakotoarilala Ninaivo



Marc Ravalomanana remerciant les « andrimaso-pokonolona » venu nombreux hier soir à Iavoloha pour le protéger.

Le président de la République, Marc Ravalomanana, a dénoncé le fait que « *des éléments qui se sont mis en dehors de la hiérarchie légale, chercheraient à lui ôter la vie* ». Cette déclaration a été faite ce vendredi 13 mars 2009 au palais d'Etat d'Iavoloha, lors de la visite effectuée par les quatre dirigeants du Conseil chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM). Pour le Chef de l'Etat malgache, « *la Communauté internationale ne cautionnera jamais de tels actes* ». Une fois encore, le président de la République a appelé les forces de l'ordre et les forces armées à rester unies tout en accomplissant leur devoir dans la neutralité.

Le Chef de l'Etat a rassuré que du côté du pouvoir, promesse est faite de respecter les préalables de paix sociale pour la tenue des assises nationales. La visite effectuée par les quatre dirigeants du Conseil chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM) au palais d'Etat d'Iavoloha entre justement dans le cadre de la consultation pour la tenue des assises nationales.

**Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Marc-Ravalomanana-craint-pour-sa,11384.html>**



**14 MARS 2009**

Assises nationales

L'Armée consultée

On passe aux choses sérieuses. Le FFKM et les Nations-Unies procèdent à une série de consultations - en vue d'identifier les entités qui doivent participer aux assises nationales. Dans la matinée d'hier, des chefs des corps ralliés à la cause du CAPSAT ont été entendus par les médiateurs du FFKM et celui de l'ONU, Tiebilé Dramé. « *L'Armée est jusqu'ici partante pour la tenue de ces assises nationales* », a déclaré Mgr Odon Razanakolona.

Dans l'après-midi et toujours au « *Le Hintsy* », les médiateurs ont consulté les partis politiques de la mouvance. Le TIM a été représenté par Ivohasina Razafimahefa et Raharinaivo Randrianantoandro. Tandis que Manandafy Rakotonirina, Olivier Rakotovazaha et Constant Raveloson y étaient au nom du MFM. Rakotoambo Jean Louis et Ihanta Randriamandrato, deux membres du bureau politique du TEZA, étaient également aperçus hier à Ambohimambola. Sans oublier de signaler la présence de « *Satrobory* », président de l'AMF/3FM, qui a rejoint hier « *Le Hintsy* » par « *taxi-be* ».

Condition. Hier à 9h, les dirigeants religieux ont été reçus à lavoloha par le président Marc Ravalomanana. « *La sortie de crise d'abord, après on verra comment diriger le pays.* », a martelé Mgr Odon Razanakolona à l'issue de la rencontre. Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, réitère que « *la seule solution à la crise politique actuelle est la reprise du dialogue.* » Il appelle ainsi les deux parties à tenir leur engagement à résoudre leurs différends dans le contexte des assises nationales.

En tout cas, la position de l'Armée reste floue vis-à-vis de ces .. assises nationales.

La RFI a annoncé hier que « *le chef des mutins a accepté de participer aux éventuelles assises nationales, mais, il exige avant tout le départ du pOl.!(oir du président Marc Ravalomanana* ».

Devant la presse hier au « *Le Hintsy* », Mgr Odon Razanakolona n'a soufflé mot sur cette condition posée par l'Armée. Comme l'archevêque d'Antananarivo n'a pas non plus dévoilé le.ur stratégie pour convaincre le camp Rajoelina à revenir sur sa décision.

*RAJAOFERA Eugène*



# L'HEBDO de madagascar

L'HEBDO

de madagascar - VENDREDI 13 AU JEUDI 19 MARS 2009

## Roindefo à Mahazoarivo

# ECHEC AU ROI

**MONJA ROINDEFO, PREMIER MINISTRE DE ANDRY RAJOELINA A FORCÉ HIER JEUDI VERS 17H 48 LE PALAIS DU PREMIER MINISTRE CHARLES RABEMANANJARA, MAHAZOARIVO, MAIS S'EST CONDUIT COMME EN VISITE DE COURTOISIE. LE PRÉSIDENT RAVALOMANANA EST DÉSORMAIS SEUL, RESTE INTOUCHABLE.**

**H**IER vers 17h48, Monja Roindefo a forcé les portes du palais de Mahazoarivo à la tête d'un important contingent militaire, sans effusion de sang, mais s'est conduit comme en visite de courtoisie. Monja Roindefo et le

Premier ministre Charles Rabemananjara se sont entretenus en privé pendant une bonne demi-heure, et se sont séparés sans faire aucune déclaration. Le camp de Andry Rajoelina, leader du mouvement vers la Transition vient donc d'enregistrer sa première vraie victoire politique, permise par la volte-face imprévue des forces armées.

Le président Marc Ravalomanana est désormais isolé au milieu de l'échiquier politique. Monja Roindefo, Premier ministre du mouvement pour la transition, a élégamment signifié au monde hier après-midi à Mahazoarivo, qu'il n'y a plus de gouvernement Charles Rabemananjara. Et que le camp Andry Rajoelina est quasiment le maître de Madagascar. La chute de la primature est le premier échec au roi, jusqu'au mat. Plus que contre Charles Rabemananjara, le coup de Mahazoarivo est bel et bien dirigé contre le président Marc Ravalomanana, désormais privé d'armée, puis d'administration et désormais, de gouvernement. La victoire de Mahazoarivo rend inutile toute prise de ministères. Selon des sources les premières démissions du gouvernement Charles Rabemananjara



À Mahazoarivo, un gentlemen a certainement été scellé, entre le passé, Charles Rabemananjara (à dr.) et le futur, Monja Roindefo (à g.).

se succéderont lundi prochain. Mais, protégé par son statut de Président élu au suffrage universel Rajoelina, Ravalomanana continue de rester

incontournable dans le règlement de l'actuelle crise politique. Ce qui explique C qui explique l'extrême prudence de Andry Rajoelina. Ravalomanana Rajoelina.

Mamy Nohatrarivo

## Evénement

### Retour de Andry Rajoelina ce jour

**Piace du 13 mai.** D'après ses proches collaborateurs, le leader de la « Révolution orange » fera une grande déclaration ce jour.

**Déclaration.** « Les partisans de la Révolution orange » prévoient la tenue d'un grand rassemblement ce jour s'ur la Place du 13 mai.

Hier, Augustin Randriamananoro, porte-parole du Gouvernement Roindefo a lancé un appel aux tananari-viens afin d'assister à cet évènement « historique ». Outre les membres du «Gouvernement de la transition», Andry Rajoelina fera sa réapparition au grand public ce jour. A noter que l'ancien maire de la Ville des Mille est resté inaperçu depuis deux semaines. Et ce, à la suite des rumeurs sur son

arrestation. D'après toujours Augustin Randriamananoro, « ministre des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles technologies » au sein du Gouvernement Roindefo, « Andry Rajoelina fera une grande déclaration lors de ce grand rassemblement sur la place du 13 mai ». Et d'ajouter que « la victoire est proche pour ce mouvement, populaire ... On s'achemine donc vers la fin du régime de Ravalomanana ». **Transition.** Un message de Andry Rajoelina a été lu hier devant une foule survoltée même si l'on a remarqué qu'elle est devenue de plus en plus clairsemée ces derniers temps. Dans son message, l'ancien maire d'Antananarivo, a proposé une porte de sortie pacifique



Après deux semaines d'absence, le TGV arrive en gare du 13 mai.

pour les membres du Gouvernement Rabemananjara, en leur demandant de démissionner. L'on a également remarqué la présence massive des leaders de la Plate-forme de l'opposition hier. Pour sa part, le pasteur Andriamanjato Richard a déclaré qu'« afin d'assurer le

conduite des affaires publiques aux jeunes intellectuels ». En outre, Hainaivo Rasamoelina et Rolland RatSiraka ont martelé que « la mise en place d'un Gouvernement de transition sans Ravalomanana est nécessaire pour mettre fin à cette crise politique ».

développement rapide du pays, il faut laisser la

DavisR

## CHRONIQUE DE VANF

### Retour au chaos primordial

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja

---

Il aurait fallu que les généraux prennent plus tôt leurs responsabilités pour s'épargner l'humiliation vécue par le vice-amiral ministre de la Défense, cette semaine. Jamais, depuis 1972, le besoin d'un Directoire militaire n'avait été aussi largement partagé, surtout dans la majorité silencieuse. Tout le monde en avait marre d'une crise politique sans supériorité morale, entre un régime discrédité et une alternance sans projet de société. Mais, les généraux s'étaient contentés d'opposer, chaque fois, la réticence internationale envers une solution alors plébiscitée par les nationaux.

On le savait depuis longtemps que de multiples lignes de fracture traversaient l'armée malgache. La politisation d'une institution qui aurait dû rester « laïque » remonte déjà aux années 1970. Le schisme de 2002 n'avait jamais été conjuré par une réflexion collective. Ces derniers temps, la règle de l'ancienneté était presque systématiquement bafouée par Marc Ravalomanana. La question de la solde ne pouvait rester indifférente dans un pays du tiers-monde qui voit se creuser dangereusement le fossé entre le sommet et sa base. Rancœurs, frustrations, amertume : trop de griefs que la seule « dignité » des généraux n'aura plus suffi à contenir.

Il est simplement inadmissible qu'un adjudant donne des ordres à un général. Et le spectacle de ces sous-officiers humiliant un vice-amiral, sous l'œil goguenard de caméras sans recul, n'est certainement pas le meilleur exemple pour illustrer les deux mots de « hiérarchie » et de « discipline ». Dans une armée normale, dans un pays normal, dans une société normale, pareils actes auraient été passibles de la justice martiale.

Cette crise politique est la plus grave qu'aura jamais vécue Madagascar. Au-delà des scènes insoutenables de pillages - comme si le droit de propriété était aboli, comme si plus aucune loi n'existait, comme si la misère pouvait être un alibi légitime au vol pur et simple - c'est la folle illusion que tout est permis à laquelle une population, aussi misérable qu'inculte, aura dangereusement goûté. Après la « sortie de crise », il faudra du temps, beaucoup de temps, pour retrouver l'ordre de tous les ordres, celui qui est inculqué dans les mentalités, celui qui commande les comportements et les attitudes dont dépend l'ordre social. Ce qu'il faudra reconstruire se situe bien au-delà d'une question de Constitution, de Code électoral, de Code de la communication, d'unité de l'armée ou d'indépendance de la magistrature. Un mois et demi après le 26 janvier, c'est un peu comme si Madagascar était revenu au chaos primordial, celui de l'état animal précédent ce qu'il faut bien appeler « civilisation ».

**Source :** <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=25074>

SAMEDI 14 MARS 2009

**FFKM**

## **Consultations avant toutes assises nationales élargies**

Les quatre dirigeants du Conseil chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM) ont déclaré ce vendredi 13 mars 2009 au Palais d'Etat d'Iavoloha qu'ils entamaient les consultations auprès de toutes les entités concernées. Ils consultent les institutions et toutes les parties impliquées ou non dans la crise politique actuelle. L'objectif est de mieux préparer la tenue des assises nationales élargies pour trouver « *une sortie de crise* », selon les termes du Mgr Odon Marie Razanakolona.

*« Nous avons été sollicités par les Nations Unies et la Communauté internationale à conduire ces travaux. Nous avons reçu des critiques sur l'organisation matérielle des assises mais cela ne nous décourage pas, nous cherchons la meilleure voie pour y parvenir. Nous réitérons les préalables qu'il faudrait respecter, tels l'arrêt de toute forme de terrorisme, de provocation, toute prise de ministères et toute forme d'arrestation. La première étape a été d'avoir effectué des travaux entre les deux parties. Maintenant on entame un nouveau processus »,* a expliqué l'Archevêque d'Antananarivo, Mgr Odon Marie Razanakolona.

Quant au Pasteur Lala Rasendrahasina de la FJKM, il a rappelé que tout le monde devait observer « *une trêve* » pour permettre aux assises de réussir. « *Toute forme de provocation aux troubles doit être évitée* », a-t-il souhaité. Pour sa part, le Pasteur Endor Modeste Rakoto de la FLM a invité tout un chacun à prier pour le pays.

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu ce vendredi 13 mars 2009 au Palais d'Etat d'Iavoloha, les quatre dirigeants du Conseil chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM). Il en est de même pour le président de l'Assemblée nationale, Jacques Sylla, à Tsimbazaza.

***Recueilli par Rakotoarilala Ninaivo***

**Source :**

**<http://www.madagascar-tribune.com/Consultations-avant-toutes-assises,11379.html>**

## Assises nationales

### L'Armée consultée

On passe aux choses sérieuses. Le FFKM et les Nations-Unies procèdent à une série de consultations - en vue d'identifier les entités qui doivent participer aux assises nationales. Dans la matinée d'hier, des chefs des corps ralliés à la cause du CAP-SAT ont été entendus par les médiateurs du FFKM et celui de l'ONU, Tiebilé Dramé. « *L'Armée est jusqu'ici partante pour la tenue de ces assises nationales* », a déclaré Mgr Odon Razanakolona.

Dans l'après-midi et toujours au « *Le Hintsy* », les médiateurs ont consulté les partis politiques de la mouvance. Le TIM a été représenté par Mohasina Razafimahefa et Raharinaivo Randrianantoandro.

Tandis que Manandafy Rakotonirina, Olivier Rakotovazaha et Constant Ravelosony étaient au nom du MFM. Rakotoamboja Jean Louis et Ihanta Randriamandrato, deux membres du bureau politique du TEZA, étaient également aperçus hier à Ambohimambola.

Sans oublier de signaler la présence de « *Satrobory* », président de l'AMF/3FM, qui a rejoint hier « *Le Hintsy* » par « *taxi-be* ».

**Condition.** Hier à 9h, les dirigeants religieux ont été reçus à Iavoloha par le président Marc Ravalomanana. « *La sortie de crise d'abord, après on verra comment diriger le pays* », a martelé Mgr Odon Razanakolona à l'issue de la rencontre. Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, réitère que « *la seule solution à la crise politique actuelle est la reprise du dialogue* ». Il appelle ainsi les deux parties à tenir leur engagement à résoudre leurs différends dans le contexte des assises nationales.

En tout cas, la position de l'Armée reste floue vis-à-vis de ces assises nationales.

La RFI a annoncé hier que « *le chef des mutins a accepté de participer aux éventuelles assises nationales, mais, il exige avant tout le départ du pouvoir du président Marc Ravalomanana* ».

Devant la presse hier au « *Le Hintsy* », Mgr Odon Razanakolona n'a soufflé mot sur cette condition posée par l'Armée. Comme l'archevêque d'Antananarivo n'a pas non plus dévoilé leur stratégie pour convaincre le camp Rajoelina à revenir sur sa décision.

**RAJAOFERA Eugène**



**SAMEDI 14 MARS 2009**

Forces de l'ordre

## **Une prise d'indépendance dans le calme**

par **Rakotoarilala Ninaivo**

Un Comité de coordination a été créé ce vendredi 13 mars 2009 au sein de la police nationale. Ce Comité est présidé par Rahaingo Jacquis, ancien Directeur général de la police, actuellement inspecteur général et surtout plus haut gradé encore en exercice au sein du corps de la police nationale. Est également membre de ce Comité, le Directeur général de la Police nationale en titre, le contrôleur général Talbot Antonin Alexis.

C'est ce comité qui assure désormais l'organisation des interventions de la Police nationale et donne les ordres au sein de la Police nationale, tout en respectant le ministre de la sécurité intérieure du gouvernement Charles Rabemananjara, en tant que frère aîné.

Le premier ordre formulé par ce Comité est le retour de tous les agents de Police dans leur camp d'origine. Un ultimatum de 48 heures a été fixé à cet effet.

### **Neutralité**

Les forces de l'ordre échappent petit à petit au contrôle du régime Marc Ravalomanana. Mais elles ne semblent pas pour autant se ranger totalement du côté de l'opposition dirigée par Andry Rajoelina pour le moment. Le Comité de coordination de la Police nationale maintient sa neutralité. Il travaille uniquement dans le cadre du maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Que ce soit pour l'Armée, la Gendarmerie, ou la Police, elles affirment tous être impartiales. Elles demandent la résolution politique de la crise actuelle à Madagascar. Si le président de la République, Marc Ravalomanana, prétend encore contrôler la Gendarmerie et la Police, le contraire semble se dessiner petit à petit.

Pour ce qui est de l'Armée, la révolte, plus radicale, a commencé depuis la journée du dimanche 8 mars dernier au CAPSAT. Elle a abouti à la démission sous contrainte du ministre de la Défense, et le remplacement du Chef d'Etat Major par le colonel Ndrianarijaona André.

**Source :**

**<http://www.madagascar-tribune.com/Une-prise-d-independance-dans-le,11382.html>**